



## **Projet de Loi « Travail »**

**Aux Finances comme dans tous les secteurs professionnels, c'est NON !**

Condamnant l'autisme du gouvernement, les fédérations des Finances Solidaires, CGT et FO s'inscrivent pleinement dans le communiqué unitaire des organisations CGT, FO, FSU, Solidaires et des organisations de jeunesse, UNEF, UNL et FIDL, en date du 19 mai 2016.

La continuité des mobilisations, les nombreuses manifestations ou rassemblements, les blocages, les reconductions de grève démontrent que la détermination demeure.

De nombreuses et nombreux actifs et retraités « *Finances* » s'engagent sous diverses formes, pour la défense des droits et garanties des salariés quel que soit leur statut.

En effet, si les garanties collectives disparaissent dans le privé, il y a fort à craindre que les garanties collectives statutaires du public soient également remises en cause. De plus, les dernières annonces de M. Sapin s'agissant des réductions d'effectifs et des baisses de crédits dans les ministères « *non-prioritaires* » ne feront qu'aggraver les conditions de vie au travail des agents.

Les fédérations Solidaires, CGT et FO proposent aux agents des administrations et des établissements économiques et financiers, d'amplifier les convergences public-privé et de s'inscrire dans les initiatives unitaires déjà proposées :

- le 26 mai, nouvelle journée d'action ;
- le 14 juin, journée de grève interprofessionnelle avec manifestation nationale à Paris ;
- en participant massivement à la votation unitaire à venir pour obtenir le retrait de ce texte pour gagner de nouveaux droits permettant le développement d'emplois stables et de qualité.

Elles conviennent de contacts réguliers pour organiser ces mobilisations.

Paris, le 23 mai 2016.